

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-hypocrisie-occidentale-l-armee-les-urnes-et-la-rue-en-Egypte>

L'hypocrisie occidentale, l'armée, les urnes et la rue en Egypte

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : samedi 27 juillet 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ils avaient juré qu'ils ne brigueraient pas la présidence égyptienne. Ce premier serment rompu, les Frères musulmans devaient apporter « pain, liberté, justice sociale ». Sous leur férule, l'insécurité s'est accrue, la misère aussi. La foule a alors reconquis la rue pour exiger le départ du président Mohamed Morsi (lire « [En Egypte, la révolution à l'ombre des militaires](#) »). Certaines révolutions commencent ainsi. Lorsqu'elles triomphent, on les célèbre pendant des siècles sans se soucier exagérément de leur spontanéité relative ou des fondements juridiques de leur déclenchement. L'histoire n'est pas un séminaire de droit.

Au lendemain de la dictature de M. Hosni Moubarak, il était illusoire d'imaginer que l'étouffement prolongé de la vie politique, du débat contradictoire, ne pèserait pas sur les premiers scrutins. Dans de tels cas, les électeurs confirment souvent l'influence des forces sociales ou institutionnelles les mieux structurées (les grandes familles, l'armée, l'ancien parti unique) ou celle des groupes organisés qui ont maillé leurs réseaux clandestins pour échapper à la répression (les Frères musulmans). L'apprentissage démocratique déborde largement le temps d'une élection [1]

Des promesses non tenues, des dirigeants élus de justesse et qui affrontent aussitôt la désaffection ou la colère de l'opinion, des manifestations géantes organisées par une coalition hétéroclite : ces dernières années, d'autres pays que l'Egypte ont connu des situations de ce type sans que, pour autant, l'armée ne prenne le pouvoir, n'emprisonne sans jugement le chef de l'Etat, n'assassine ses militants. Sinon, on appelle cela un coup d'Etat.

Ce terme, les pays occidentaux ne l'emploient pas. Arbitres des élégances diplomatiques, ils semblent estimer que certains putschs « au Mali, au Honduras, en Egypte... » sont moins inadmissibles que d'autres. D'abord, les Etats-Unis ont appuyé les Frères musulmans, puis ils ont maintenu leur aide militaire au Caire lorsque le président Morsi fut « déposé » par l'armée. Une alliance conservatrice entre celle-ci et les Frères aurait constitué le scénario rêvé de Washington ; il est par terre. S'en réjouissent à la fois les nostalgiques de l'ancien régime, des nationalistes nassériens, les néolibéraux égyptiens, des salafistes, la gauche laïque, les monarques saoudiens. Il y aura forcément des déçus parmi eux...

Bien que l'Egypte soit en banqueroute, l'affrontement entre les militaires et les islamistes ne concerne guère les choix économiques et sociaux, largement inchangés depuis la chute de M. Moubarak. Pourtant, qu'elle débouche sur des élections ou qu'elle recoure à un coup d'Etat, que vaut au juste une révolution si elle ne change rien sur ces plans-là ? Les nouveaux dirigeants subordonnent le salut de leur pays aux aides financières (12 milliards de dollars) des Etats du Golfe « en particulier de la très réactionnaire Arabie saoudite [2]. Si cette option se confirme, les juristes auront beau dire et médire, le peuple égyptien reprendra le chemin de la rue.

Serge Halimi pour Le Monde Diplomatique

- Titre originale : « [L'armée, les urnes et la rue](#) »

[Le Monde Diplomatique](#). Paris, juillet 2013.

[1] Lire Alexis de Tocqueville, « [Chacun à son rang](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 1998.

[2] Lire « [Impunité saoudienne](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2012.